

27 janvier 2026

## Accord UE-Mercosur : au Brésil, les petits paysans craignent pour leur avenir

Confrontés à un accord UE-Mercosur favorisant nettement l'agro-industrie, des millions de petits producteurs brésiliens craignent pour leur avenir. Le président Lula garde toutefois leur soutien pour la présidentielle.

Rio de Janeiro (Brésil), correspondance

Le Venezuela, Trump, les violences faites aux femmes... En visite samedi 23 janvier au congrès national du Mouvement des sans-terre (MST) dans l'état de Bahia, le président Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula, aura abordé presque tous les sujets du moment — sauf celui de l'accord de libre-échange entre les pays du Mercosur et l'Union européenne, officiellement ratifié six jours plus tôt.

Et pour cause : dans son auditoire, composé de paysans sans terre et de petits agriculteurs, la plupart s'opposent au traité, dont ils se sentent exclus. « *Nous ne sommes pas contre l'accord juste pour faire joli. Un autre accord aurait pu être fait, s'il y avait eu un processus d'écoute et de dialogue des petits paysans, des pays du Mercosur comme ceux des pays européens* », dit Anderson Amaro, coordinateur national du Mouvement des petits agriculteurs, lui-même présent lors de la venue de Lula.

« Nous n'avons pas encore les structures nécessaires pour concourir au niveau international »

En toile de fond, le leader paysan décrit un secteur largement démuní, et négligé par l'État. « *Jusqu'aux premiers mandats de Lula [2003-2011] les petits agriculteurs ont toujours été oubliés des politiques publiques fédérales. Nous n'avons pas encore les structures nécessaires pour concourir au niveau international* », déplore-t-il.

Le gouvernement de l'ancien syndicaliste a beau avoir alloué [89 milliards de reais](#) (plus de 14 milliards d'euros) à « *l'agriculture familiale* » pour 2025-2026, la somme fait pâle figure face aux [516 milliards de reais d'aides](#) (81,6 milliards d'euros environ) attribuées à « *l'agriculture entrepreneuriale* » [1].

### Faible mécanisation, dépendance aux intermédiaires...

Le secteur souffre pourtant d'importantes défaillances : souvent éloignés des centres urbains, les petits producteurs sont largement dépendants des prix fixés par les intermédiaires qui revendent leur production. Ils voient donc leurs marges réduites, rendant tout investissement dans leurs exploitations difficile : dans le nord-est brésilien, région avec la plus grande

présence de petits agriculteurs, le taux de mécanisation des cultures n'était que de 3 %, [contre 40 % dans le centre-ouest](#), région dominée par les grands propriétaires.

*« Une grande partie de ce que nous produisons n'est pas transformée. Nous avons besoin de former davantage de coopératives, pour pouvoir transformer nos récoltes et augmenter leur temps de conservation »*, constate Anderson Amaro.

L'accord avec l'Union européenne, dont l'agrobusiness brésilien sort largement gagnant, devrait augmenter l'écart béant entre les deux agricultures. Car si l'agriculture familiale représente [67 % des emplois agricoles](#) du pays, la majorité des exploitants ne pratique qu'une agriculture de subsistance. L'agrobusiness, lui, représente près d'[un quart du PIB brésilien](#).

Côté gouvernement, on affirme pourtant que cet accord a du bon pour les petits exploitants. Le 20 janvier, Paulo Teixeira, ministre du Développement agraire et de l'agriculture familiale, [estimait](#) que l'abaissement des barrières douanières pourrait favoriser les exportations de produits tels que le café et [l'acai](#).

« La majeure partie du café brésilien ne provient pas de l'agriculture familiale »

*« La majeure partie du café brésilien ne provient pas de l'agriculture familiale [selon [une étude](#) de 2017 de la fondation Getulio Vargas, 66,2 % du café brésilien était issu de l'agriculture non-familiale]. Ce sont les pans de l'agriculture familiale liés à l'agro-industrie, ce qu'on appelle l'agronegocinho [petit agronégoce en français], qui pourraient bénéficier de l'accord, de manière indirecte »*, bat en brèche Maureen Santos, coordinatrice du noyau de politiques et d'alternatives de la Fédération d'organisations d'assistance sociale et éducative, une ONG brésilienne engagée contre l'accord.

*« Concernant l'acai et les autres produits issus de l'Amazonie, il existe un risque que l'on se dirige vers la monoculture de ces denrées [traditionnellement récoltées au sein de la biodiversité de la forêt]. On risque donc de renforcer les phénomènes de [déforestation](#), d'[accaparement des terres](#), et de conflits territoriaux qui existent dans la région »*, complète la chercheuse et militante.

Un risque bien réel, alors qu'en 2024, le Brésil recensait déjà [2 185 conflits](#) liés à l'accès à la terre ou à l'eau, concentrés pour la plupart dans des zones d'expansion de l'agrobusiness, au nord-ouest et nord-est du pays. « Accord ou non, nous avons déjà un problème de violence territoriale. Il est possible qu'avec cet accord, le processus s'amplifie », craint Anderson Amaro.

## Lula malgré tout

Ironiquement, c'est bien le président Lula, allié historique des petits paysans, qui s'est imposé comme une des principales voix favorables à la conclusion de l'accord. Pour Maureen Santos, la contradiction s'explique par des facteurs à la fois internes et externes : « Lors de son premier mandat [2003-2007], Lula s'était positionné contre l'accord. Il le qualifiait même de traité "néocolonial". Mais désormais, dans le contexte d'une forte dépendance à la Chine [le géant asiatique représente [32,7 % des exportations agricoles brésiliennes](#)] et des taxes douanières de Donald Trump, Lula a fini par changer sa position. Et, du point de vue interne, le gouvernement est obligé de dialoguer avec tous les secteurs de l'économie. Or, le rapport de force actuel est fortement déséquilibré en faveur de l'agronégoce. »

Malgré tout, l'épisode devrait être sans conséquences sur la relation entre les mouvements paysans et le chef de l'État. *« Les deux camps ont leurs divergences, mais il y a une entente sur le fait que face à la puissance de l'extrême droite, le gouvernement fait son possible. »*

Anderson Amaro partage lui aussi ce constat : *« Cette année est une année électorale, où nous devons nous positionner. Sans aucun doute, nous soutiendrons la réélection du président. »*